

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-insurrection-ploutocratique-comme-evolution-neolibérale>

L'insurrection ploutocratique comme évolution néolibérale

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 2 janvier 2018

Description :

L'insurrection ploutocratique comme évolution néolibérale - Carlos Fazio

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

En 2011, [Robert J. Bunker](#) a remarqué que « l'insurrection ploutocratique (...) implique les élites mondiales et n'a pas les traits traditionnels d'une insurrection ; c'est-à-dire, la lutte armée. C'est la contrepartie du concept d'« [insurrection criminelle](#) », développé initialement par John Sullivan en rapport avec le Mexique. Cependant, au lieu d'être basée sur des économies illicites et de nature ascendante, du bas vers le haut (*bottom up*), elle dérive des économies libres de toute souveraineté (*sovereign free*), et est de nature descendante, du haut vers le bas (*top down*). »

Selon Bunker, professeur à l'[Institut d'Investigations Stratégiques](#) [*Strategic Studies Institute*] du Collège de Guerre de l'Armée des États-Unis, « les gagnants de la globalisation » - représentés par les entreprises multinationales et la classe capitaliste transnationale - cherchent à se retirer de l'autorité régulatrice, fiscale, et - en dernier ressort - politique des États (tandis qu'ils utilisent leurs instruments coercitifs par excellence : les forces armées, policières et d'espionnage, ainsi que les pouvoirs Exécutifs, Législatifs et Judiciaires pour les transformer et les instrumentaliser en sa faveur).

Le mécanisme utilisé pour ce faire est de promouvoir une économie au-delà de la souveraineté de l'État nation (*extra-sovereign*) en utilisant les paradis fiscaux ; en jouant à mettre les pays les uns contre les autres pour maximiser les opportunités ; en devenant des citoyens non-résidant dans le but de ne pas payer d'impôts, et en employant une nuée d'avocats et de lobbystes dans les États pour obtenir des privilèges spéciaux et d'avantageuses conditions économiques.

À son tour, comme [Nils Gilman](#) le signale, l'une des tendances globales les plus importantes de ces dernières décennies fut le penchant des élites thésaurisées à s'enkyster dans des enclaves entourées de murailles. Pour celles-ci, la fonction primaire de la société est de servir en tant que source de main-d'oeuvre bon marché, servile ; comme une ressources à exploiter.

D'autre part, les communautés entourées de murailles sont l'archétype plus étendue des enclaves économiques extraites de l'État national et habilitées à jouer en accord avec l'ensemble de règles fondamentalement différentes de celles régnantes dans un territoire environnant. En elles mêmes, ajoute Gilman, ces communautés entourées de murailles n'équivalent pas à une insurrection ploutocratique ; mais celles-ci émergent là où l'on voit des élites financières et économiques utiliser de telles enclaves comme base stratégique à partir de laquelle elles livrent une guerre contre les biens publics.

C'est l'attribut défini politico-économique d'une insurrection ploutocratique : la tentative de la part des riches pour laisser sans fonds l'approvisionnement de biens publics avec l'intention de « laisser sans dents » un État qui menace leurs prérogatives, mais qui l'utilisent celui comme instrument policier et sécuritaire en défense de leurs intérêts.

À la différence de la kleptocratie, qui implique les institutions de l'État pour piller la population, l'insurrection ploutocratique désire créer un État de manière à faciliter la dépossession ou la spoliation généralisées (y compris en utilisant la guerre hybride). Bien que dans la pratique, les deux modalités puissent s'entremêler.

Il n'existe pas actuellement d'autorité souveraine capable de faire face à l'insurrection ploutocratique, conséquence non intentionnelle du capitalisme prédateur et criminel, qui résulte d'une inégalité économique croissante dans les États occidentaux. Une insurrection qui pendant les 11 dernières années s'est déguisée en guerre contre la drogue au Mexique, avec le saut connu, et qui dans sa nouvelle phase pourrait légalement utiliser les « forces de l'ordre » pour supprimer les revendications et manifestations anti ploutocratiques.

Dans ce contexte, il convient de prendre en considération les déclarations de [Joseph Mark Mobius](#),

Germano-étasunien résidant à Singapour et PDG de [Templeton Emerging Markets Group](#) division de [Franklin Templeton Investment](#), le plus grand fonds commun de placement du monde pour des marchés émergents, Mexique inclus dans le sens où « le meilleur moment pour acheter est quand il y a du sang dans les rues (...) même si c'est ton propre sang », parce qu'usuellement, quand il y a une guerre, une révolution ou des problèmes politiques et économiques, « les prix des valeurs boursières baissent, et ces gens, qui ont acheté quand ils avaient touché le fond, ont gagné beaucoup d'argent. »

Comme autre facette du même phénomène, Émir Sader écrit [Lire dans *El Correo de la Diaspora* : « [Soigner les riches, c'est la proposition néolibérale](#) »] que « les gouvernements de droite, tous néolibéraux, se consacrent à soigner les riches ». Donc déjà il ne leur suffit plus d'être riches, il faut prendre soin d'eux pour qu'ils n'abandonnent pas (totalement) leur pays en faveur d'un paradis fiscal dans les Îles Vierges, au Panama, au Luxembourg, au Nevada ou dans le Delaware (USA), ou pour une des 30 entreprises fantômes de la Barclays Bank de Londres.

Le Mexique n'est pas l'exception : les intérêts de la ploutocratie locale doivent aussi être soignés dans ses nouvelles et anciennes enclaves économiques hydrocarbures, électriques, minier, agroalimentaires et « [maquilladoras](#) », y compris celles qui feront une brève irruption dans les *Zones Économiques Exclusives* (ZEE) du sud-sud-est du Mexique.

En ajoutant qu'il faut aussi soigner les soigneurs de la ploutocratie. A cela répond la *Loi de Sécurité Intérieure* (LSI) d'Enrique Peña Nieto [dans le cas du Mexique, qui n'est pas le seul], qui passera à la postérité comme l'auteur intellectuel d'un épouvantail juridique dessiné sous pression des dirigeants des secrétariats de Défense et de la Marine par quelques avocallons civils et militaires du régime.

Car pour autant que maintenant Peña Nieto cherche à utiliser la Cour Suprême de Justice de la Nation comme capote anglaise, couvercle et complice de son initiative anticonstitutionnelle et maladroite, retombera sur lui la responsabilité historique du nouveau paradigme punitif de l'État qui régularise l'état d'urgence et fait dépendre les autorités civiles des dirigeants militaires pour un temps indéfini et sans l'obligation de ceux-ci de rendre de comptes à personne.

Toute décision de sécurité intégrera institutionnellement les forces armées dans le processus de renseignements, délibératif et exécutif. Comme l'affirme la loi, le rôle des militaires ne sera pas de supplanter la police, mais de résoudre les problèmes de sécurité intérieure dans des termes militaires. Vue ainsi, la LSI est une extraordinaire réussite depuis l'optique ploutocratique et de ses fonds communs de placement. Répandre l'application de logique de guerre comme instrument prépondérant pour gouverner dérivera dans une plus grande perpétration de crimes de lèse humanité. Avec cela, le Peña Nieto aura fermé le cycle tragique de l'absolutisme, de la violence étatique, de la corruption, de la simulation et de l'impunité imposé par Felipe Calderón dès 2006.

Carlos Fazio* pour [La Jornada](#)

[La Jornada](#). Mexique, 31 décembre 2017.

Titre original : « L'insurrection ploutocratique et la LSI »

* **Carlos Fazio** Journaliste et analyste international uruguayen résidant au Mexique, collaborateur du quotidien mexicain *La Jornada*, et de l'hebdomadaire uruguayen *Brecha*.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 2 janvier 2018

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.